

GRIPPE PORCINE

La rue algérienne indifférente à sa menace

Cinq jours après la confirmation des deux premiers cas importés du virus de la grippe porcine, la rue algérienne semble indifférente à cette maladie. Entre crainte et inconscience de la gravité de l'infection, les Algériens réagissent avec beaucoup d'indifférence.

Dans la journée de mercredi, sous un soleil de plomb, les Algérois vauquaient à leurs occupations le plus normalement du monde. Le spectre d'une épidémie de cette grippe «importée» ne trouble point Alger. Othmane, commerçant, déplore le manque d'information concernant cette grippe.

«Je voyage régulièrement en France, et les dispositions de contrôle sanitaire sont sévères là-bas. Les campagnes de sensibilisation sont plus efficaces», soutient ce jeune homme. Contrairement à notre pays, «vous trouverez de grandes affiches un peu partout, des spots publicitaires.»

Concernant la réaction de la population, Othmane estime qu'elle relève de l'inconscience. «Les gens sont encore inconscients. C'est une grippe sévère. Mais nous ne sommes pas inquiets».

En tout cas, pas Mounir. Ce jeune de 21 ans, chômeur, parle de cette grippe comme d'une maladie banale. «Nous avons résisté à tant de virus qu'il est certain que celui-ci ne nous fera pas peur», rétorque-t-il.

Concernant le port du masque, les Algériens se disent prêts à le porter

dans le cas d'une propagation du virus. A l'instar de Zoubir, la trentaine, beaucoup s'interrogent sur la disponibilité des masques. «Je n'hésiterai pas à porter un masque, en ce moment même», lance, en souriant, Zoubir.

Les masques contre la grippe ne sont encore disponibles en pharmacie. En tout cas, pas dans celles que nous avons visitées.

«Le port du masque est très important pour limiter la transmission du virus contenu dans les expectorations, les éternuements et les postillons. Il permet de stopper la propagation du virus. Il est important de changer de masque dès qu'il est mouillé sinon toutes les 4 heures et de le jeter à la poubelle», nous explique un jeune pharmacien.

Pour l'instant, nous ne sommes pas encore arrivés à ce stade.

«Nous n'avons pas de masques au niveau de notre pharmacie. Ils sont préconisés en cas de propagation du virus. Et actuellement, seuls deux cas on été enregistrés. Vous les trouverez au niveau des structures sanitaires, notamment à El-Kettar», explique ce jeune vendeur en pharmacie, à la rue Hassiba-Ben-Bouali.

Une campagne de sensibilisation aux risques de transmission du virus devrait être prévue par les autorités sanitaires, juge une fonctionnaire, âgée de quarante ans. «La diffusion d'informations relatives à la maladie est rassurante pour les citoyens que nous sommes.»

Le porc étant considéré comme un animal impur en Islam, il est donc interdit. Certains, à l'instar de Ammi Mohamed, un septuagénaire, qui occupe ses matinées à l'ombre, dans un jardin de la place de la Concorde, à jouer aux dominos, estiment que «nous ne sommes pas concernés par la maladie. Si l'on suit les règles religieuses et les consignes de prévention, nous en serons épargnés». En fait, ces derniers lient la propagation de la maladie à la consumma-



Les Algérois nullement troublés par l'éventualité d'une épidémie.

tion de viande porcine. Intox, bien sûr. «C'est à l'Etat de prendre les mesures sanitaires et pré-

ventives, visant à maintenir le territoire national indemne de toute contamination. Ces mesures doi-

vent être prises par les autorités sanitaires», ajoute un autre retraité.

W. Z.

LES DEUX CAS QUITTENT L'HÔPITAL

Fin du calvaire

Fin du calvaire pour les deux patients algériens atteints de la grippe A/H1N1. «Complètement rétablis», ils ont quitté l'hôpital hier matin, rapporte le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué spécial.

Après une semaine passée dans deux différents services de référence, dédiés à cette affection, la ressortissante algérienne et son fils, dont la guérison a été «confirmée par les différents examens cliniques et para-cliniques dont ils ont bénéficiés durant leur hospitalisation», ont retrouvé les leurs.

Pour rappel, les deux cas de grippe porcine A/H1N1 avaient été confirmés en Algérie sur une ressortissante algérienne et sur son fils âgé de neuf, il y a une semaine. Arrivée à Alger à bord d'un vol de la compagnie Lufthansa, en provenance de Miami (Etats-Unis

d'Amérique) via Frankfurt (Allemagne) le 16 juin, la ressortissante algérienne ne sera confirmée porteuse du virus que 4 jours après.

Apparemment satisfaite de l'efficacité des services sanitaires dans la détection rapide du virus, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a adressé un message au ministère de la Santé.

L'OMS félicite «la notification rapide de cet événement» et complimente «les autorités nationales pour cette capacité de diagnostic au niveau national».

Toutefois, les mesures médico-sanitaires prévues dans le plan national de lutte contre la pandémie de grippe A/H1N1 sont toujours mises en œuvre pour renseigner de l'évolution de la situation épidémiologique.

Synthèse : W. Z.

AFFAIRE DE LA TRANSACTION ILLICITE DU THON À ANNABA

Contrôle judiciaire pour le patron du thonier algérien *Djazair II*

Les premières conclusions de l'enquête, toujours en cours, dans l'affaire de la transaction illégale de thon rouge vivant dans les eaux territoriales algériennes, au large des côtes de Annaba, ont permis la mise sous contrôle judiciaire du patron du thonier algérien Djazair II, dont le port d'attache est Bouharoun, dans la wilaya de Tipasa.

Le magistrat instructeur de la troisième chambre du tribunal de Annaba a signifié aux huit armateurs, patrons et plongeurs turcs mis en cause dans cette affaire, libérés sous conditions, une interdiction de quitter le territoire national. Ils seront ainsi à la disposition de la justice qui doit trancher une fois le dossier ficelé.

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de

Annaba, la première concernée par ce préjudice, suit de près ce dossier. Sur instruction de sa tutelle, elle s'est constituée partie civile.

Dans ce cadre, son premier responsable, M. Ammi Amara, s'est présenté mercredi après-midi devant le procureur de la République près le tribunal de Annaba pour demander réparation du préjudice.

Pour rappel, cette affaire a éclaté suite à la découverte par les gardes-côtes d'un trafic de thon rouge vivant, entre un thonier algérien, le *Djazair II*, et trois bateaux turcs (1 navire de ravitaillement *Aquadem 2*, et 2 remorqueurs *Serter Ahmet 1* et *Abdi Baba 3*).

Ce dernier venait de recevoir du bateau algérien une grosse quantité de ce poisson vivant, estimée à 210 tonnes, qui a été transbordée dans une cage flottante de 50 m de profondeur sur une quarantaine de longueur.

Les gardes-côtes ont, alors, procédé à l'arraisonnement des

trois bateaux turcs, l'un à quai, au port, et les deux autres, dont celui qui maintenait en vie la preuve du délit, en rade à quelque trois milles au large de Annaba. Quant à l'arrestation de l'unité navale algérienne impliquée, elle a été faite par les gardes-côtes de Tipasa.

La libération du poisson a été décidée par le ministère de tutelle pour le réinjecter dans le quota algérien des 1 117 tonnes accordé par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique, ICCAT.

Certes la navigation dans les eaux territoriales algériennes

pour un besoin de ravitaillement, sans se mettre longtemps en rade, n'est pas soumise au préalable à une autorisation des services concernés, mais le fait de s'adonner à une transaction commerciale illégale dans ces mêmes eaux en l'absence des services concernés (douanes, commerce, autorités maritimes...). constitue un grave délit. Cela a un nom : c'est de la contrebande. Il y a, également, le préjudice porté au Trésor public, sous forme d'évasion fiscale.

Des actes punis par la loi algérienne.

A. Bouacha